

## **MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE**

**Arrêté du 26 novembre 2001 portant inscription des substances actives glyphosate et thifensulfuron-méthyle et modifiant l'arrêté du 14 avril 1998 établissant la liste des substances actives dont l'incorporation est autorisée dans les produits phytopharmaceutiques**

NOR : AGRG0102370A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la directive 2001/99/CE de la commission du 20 novembre 2001 modifiant l'annexe I de la directive 91/414/CEE du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques en vue d'y inscrire les substances actives glyphosate et thifensulfuron-méthyle ;

Vu le décret n° 94-359 du 5 mai 1994 relatif au contrôle des produits phytopharmaceutiques, et notamment son article 9-IV ;

Vu l'arrêté du 6 septembre 1994 modifié portant application du décret n° 94-359 du 5 mai 1994 relatif au contrôle des produits phytopharmaceutiques ;

Vu l'arrêté du 14 avril 1998 modifié établissant la liste des substances actives dont l'incorporation est autorisée dans les produits phytopharmaceutiques,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – L'annexe de l'arrêté du 14 avril 1998 susvisé est complétée comme suit :

| SUBSTANCE ACTIVE        | EXIGENCES CONCERNANT LA SUBSTANCE ACTIVE   | DÉLAIS POUR RÉVISER LES AUTORISATIONS de mise sur le marché  |
|-------------------------|--|--|
| Glyphosate.             | <ol style="list-style-type: none"> <li>Identité :<br/>Nom commun : glyphosate.<br/>Dénomination de l'UICPA : N-(phosphonométhyl)glycine.</li> <li>Conditions particulières à remplir : <ol style="list-style-type: none"> <li>La substance active doit avoir une pureté de 950 g/kg.</li> <li>Seules les utilisations en tant qu'herbicide peuvent être autorisées.</li> <li>Pour la mise en œuvre des principes uniformes prévus à l'annexe VI, il sera tenu compte des conclusions du rapport d'examen sur le glyphosate, et notamment de ses annexes I et II, telles que mises au point par le comité phytosanitaire permanent le 29 juin 2001. Dans cette évaluation générale, les Etats membres doivent accorder une attention particulière à la protection des eaux souterraines dans les zones vulnérables, en particulier en ce qui concerne les utilisations non agricoles.</li> </ol> </li> <li>Date d'expiration de l'inscription : 30 juin 2012.</li> </ol>  | <p>Pour les produits contenant uniquement la substance active glyphosate, la révision des autorisations doit intervenir au plus tard au 1<sup>er</sup> juillet 2006.</p> <p>Toutefois, pour les produits contenant du glyphosate et d'autres substances actives non encore inscrites dans cette annexe, cette révision interviendra dans les quatre ans à compter de l'inscription dans l'annexe de la dernière de ces substances actives.</p>                         |
| Thifensulfuron-méthyle. | <ol style="list-style-type: none"> <li>Identité :<br/>Nom commun : thifensulfuron-méthyle.<br/>Dénomination de l'UICPA : 3-(4-méthoxy-6-méthyl-1,3,5-triazin-2-ylcarbamoysulfamoyl)-thiophene-2-carboxylate de méthyle.</li> <li>Conditions particulières à remplir : <ol style="list-style-type: none"> <li>La substance active doit avoir une pureté de 960 g/kg.</li> <li>Seules les utilisations en tant qu'herbicide peuvent être autorisées.</li> <li>Pour la mise en œuvre des principes uniformes prévus à l'annexe VI, il sera tenu compte des conclusions du rapport d'examen sur le thifensulfuron-méthyle, et notamment de ses annexes I et II, telles que mises au point par le comité phytosanitaire permanent le 29 juin 2001. Dans cette évaluation générale, les Etats membres doivent accorder une attention particulière : <ul style="list-style-type: none"> <li>à la protection des eaux souterraines dans les zones vulnérables ;</li> <li>aux effets sur les plantes aquatiques et veiller à ce que les conditions d'agrément comportent, le cas échéant, des mesures visant à atténuer les risques.</li> </ul> </li> </ol> </li> <li>Date d'expiration de l'inscription : 30 juin 2012.</li> </ol> | <p>Pour les produits contenant uniquement la substance active thifensulfuron-méthyle, la révision des autorisations doit intervenir au plus tard au 1<sup>er</sup> juillet 2006.</p> <p>Toutefois, pour les produits contenant du thifensulfuron-méthyle et d'autres substances actives non encore inscrites dans cette annexe, cette révision interviendra dans les quatre ans à compter de l'inscription dans l'annexe de la dernière de ces substances actives.</p> |

**Art. 2.** – La directrice générale de l'alimentation est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 novembre 2001.

Pour le ministre et par délégation :  
La directrice générale de l'alimentation,  
C. GESLAIN-LANÉELLE

Vu le décret n° 93-46 du 14 janvier 1993 portant réorganisation du comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées et modifiant le décret n° 81-605 du 18 mai 1981 susvisé ;

Vu l'arrêté du 30 août 1994 créant une liste de variétés à usages industriels réservés ;

Vu les arrêtés des 22 janvier 1998, 13 décembre 2000 et 10 septembre 2001 portant modification du Catalogue officiel des espèces et variétés de plantes cultivées en France (annexes de référence) ;